

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 14 DECEMBRE 2016**

DS/RT

**OBJET : N° 3.2. RESSOURCES HUMAINES –
MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES
SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (INDEMNITE
DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE) -**

L'an deux mille seize, le quatorze du mois de décembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 3.2. RESSOURCES HUMAINES –
MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES
SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (INDEMNITE
DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE) -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, et ses décrets modificatifs,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les arrêtés :

Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (JO du 22/05/2014),

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (JO du 31/03/2015),

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (JO du 30/04/2015),

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (JO du 19/06/2015),

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (JO du 19/06/2015),

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (JO du 19/06/2015),

Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (JO du 30/06/2015),

Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (JO du 19/12/2015),

Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (JO du 19/12/2015),

Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (*JO du 19/12/2015*),

Arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (*JO du 26/12/2015*),

Arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (*JO du 26/12/2015*),

Arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux agents du corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (*JO du 31/12/2015*),

Vu l'avis favorable du Comité Technique lors de sa séance du 1^{er} décembre 2016

Vu le tableau des effectifs,

Le nouveau régime indemnitaire se compose théoriquement de deux éléments :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir avec une proposition de report de la mise en place dans notre collectivité.

I.- Mise en place de l'IFSE

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- de la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

A.- Les bénéficiaires

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) est mise en place au bénéfice :

- des agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- des agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maximum

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Les agents logés par nécessité absolue de service pourront bénéficier le cas échéant de montants maximum spécifiques.

• Catégories A

- **Arrêtés du 17 décembre 2015 et du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

ATTACHES TERRITORIAUX ET SECRETAIRES DE MAIRIE		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS
Groupe 1	Directeur Général des Services	12 000 €	31 500 €	36 210 €
Groupe 2	Directeur de pôle	6 000 €	12 500 €	32 130 €

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants en se référant à la grille de cotation des postes jointe

- Cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux : en attente de publication des textes, la délibération sera complétée en conséquence

- Catégories B

- Arrêté du 17 décembre 2015 et du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

REDACTEURS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS
Groupe 1	Responsable de service	5 000 €	12 500 €	17 480 €

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants : voir grille de cotation des postes jointe

- Arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 au corps des techniciens supérieurs du développement durable dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les techniciens territoriaux

TECHNICIENS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS
Groupe 1	Responsable de service	5 000 €	11 100 €	11 880 €
Groupe 2	Techniciens à compétences multiples	3 600 €	11 000 €	11 090 €
Groupe 3	Techniciens à missions d'expertise	3 000 €	10 000 €	10 300 €

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants : voir grille de cotation des postes jointe

• Catégories C

- Arrêtés du 18 décembre 2015, du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Envoyé en préfecture le 21/12/2016

Reçu en préfecture le 21/12/2016

Affiché le

Bureau
Territoires

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS
Groupe 1	Fonctions administratives complexes	2 000 €	10 000 €	11 340 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €	10 000 €	10 800 €

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants : voir grille de cotation des postes jointe

- Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat ont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS
Groupe 1	Fonctions techniques complexes	2 000 €	6 200 €	11 340 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €	6 200 €	10 800 €

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants : voir grille de cotation des postes jointe

- Arrêtés du 18 décembre 2015, du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.

ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS
Groupe 1	Fonctions nécessitant une qualification	2 000 €	10 000 €	11 340 €

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants : voir grille de cotation des postes jointe

C.- Le réexamen du montant de l'I.F.S.E.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- 5 - Bureau Syndical du 14 décembre 2016

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

- en cas de changement de fonctions,
- tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- pour les emplois fonctionnels, à l'issue de la première période de détachement,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Envoyé en préfecture le 21/12/2016
Reçu en préfecture le 21/12/2016
Affiché le
ID : 007-250700267-20161214-2016BS120063-DE

D.- Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E.

En référence au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés :

- . En cas de congé de maladie ordinaire, accident de service ou maladie professionnelle, l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement
- . Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, l'I.F.S.E. sera maintenue intégralement
- . En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu sans effet rétroactif (les indemnités versées demeurent acquises le cas échéant).

D'autres cas de suspension du régime indemnitaire sont prévus par la loi sans qu'il soit nécessaire de les rappeler ici.

E.- Périodicité de versement de l'I.F.S.E.

L'I.F.S.E. sera versée mensuellement. Le montant sera proratisé en fonction du temps de travail.

F.- Clause de revalorisation de l'I.F.S.E.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

G.- Maintien des montants du régime indemnitaire antérieur

Le montant global de primes attribué au titre du régime indemnitaire antérieur est garanti aux personnels au titre de l'I.F.S.E. Ce maintien concerne les primes et indemnités susceptibles d'être versées au titre du grade, des fonctions, des sujétions correspondant à l'emploi ainsi qu'à la manière de servir perçues mensuellement et annuellement.

II.- Les règles de cumul

L'I.F.S.E. est exclusive de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra donc notamment se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction des personnels affectés au traitement de l'information,
- l'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,...

L'I.F.S.E. est en revanche notamment cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA,
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.

attribution individuelle de l'I.F.S.E. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Envoyé en préfecture le 21/12/2016

Reçu en préfecture le 21/12/2016

Affiché le

ID : 007-250700267-20161214-2016BS120063-DE

Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2017.

La ou les délibérations instaurant le régime indemnitaire antérieurement sont modifiées ou abrogées en conséquence.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Le bureau syndical est appelé à en débattre.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à la majorité des membres présents (1 contre : M. Jean-François CUTTIER), **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL

CRITERES	SOUS-CRITERES	VALEUR MAXI DU POINT
Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	ENCADREMENT	DGS 6 pts
		6.0
		DIRECTION Gale Adj 5 pts
		CHEF DE SERVICE 3 pts
		CHEF DE SERVICE ADJOINT OU CHEF DE BUREAU 2 pts
		1.0
		FIXATION D'OBJECTIFS
	GESTION DE PROJETS	ANIMATION DE REUNIONS
		ENCADREMENT D'AGENTS (1 point si NBI) 3 pts pour 5 agents et plus, 2pts pour moins de 5
		3.0
	ELUS	CONDUITE DE PROJETS STRATEGIQUES
		3.0
	CONSEIL DIRECT AUX ELUS	2.0
SOUS-TOTAL		17.0

Envoyé en préfecture le 21/12/2016

Reçu en préfecture le 21/12/2016

Affiché le

Bureau
de l'écrit

ID : 007-250700267-20161214-2016BS120063-DE

CRITERES	SOUS-CRITERES	VALEUR MAXI DU POINT
Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions	AUTONOMIE DU POSTE	2.0
	POSTE NECESSITANT UNE MAITRISE DU CADRE REGLEMENTAIRE	2.0
	POSTE NECESSITANT UNE MAITRISE DES TECHNIQUES PROPRES A L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT	2.0
	UTILISATION DE LOGICIELS METIERS (1 pt si 2 logiciels, 2 pts au-delà)	2.0
	ADMINISTRATION D'AU MOINS UN LOGICIEL METIER	1.0
	ADMINISTRATION DU RESEAU INFORMATIQUE	2.0
	REGISSEUR DE RECETTES (0 si NBI)	2.0
	AGENT TITULAIRE D'UNE DELEGATION DE SIGNATURE	1.0
	ASSISTANT DE PREVENTION	2.0
	HABILITATIONS REGLEMENTAIRES	2.0
SOUS-TOTAL DES 4 PREMIERES COLONNES *		8.0

* NB : les 6 derniers sous-critères attribuent des points "bonus"

CRITERES	SOUS-CRITERES	VALEUR MAXI DU POINT
Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel	RELATIONS FREQUENTES AVEC LES USAGERS	2.0
	RELATIONS AVEC PARTENAIRES OU RELATIONS EXTERNES	2.0
	PENIBILITE, INSALUBRITE	4.0
	FORTE POLYVALENCE DU POSTE	2.0
	RYTHMES DE TRAVAIL SPECIFIQUES OU DECALES	2.0
	DEPLACEMENTS FREQUENTS	2.0
	ASSISTANT DES ELUS *	2.0
	SOUS-TOTAL HORS DERNIERE COLONNE	14.0
TOTAL POINTS		39.0

* Points bonus

Envoyé en préfecture le 21/12/2016

Reçu en préfecture le 21/12/2016

Affiché le



ID : 007-250700267-20161214-2016BS120063-DE